

Actualités



Mérite estrien
Normand Groleau, donner sans rien attendre en retour

page B8

BAIN DE SANG EN IRAK B2

Martin met carte sur table avec Kadhafi

Dan Dugas (PC)
TRIPOLI

Le premier ministre Paul Martin a dit qu'il avait mis «carte sur table» à propos du respect des droits humains au cours de ses deux entretiens hier avec le chef d'État libyen, le colonel Mouammar Kadhafi.

M. Martin a dit qu'il avait aussi discuté avec lui des occasions d'affaires ainsi que de la paix en Afrique et au Moyen-Orient. Les deux hommes politiques se sont entretenus sous une tente montée sur une base militaire du centre-ville, tout près d'un bâtiment que des bombardiers américains avaient pilonné en 1986, tuant un fils du chef libyen.

Des entreprises canadiennes, dont SNC-Lavalin, ont participé ensuite à une table ronde sur le commerce bilatéral. M. Martin a décrit le dictateur comme un homme qui avait le sens de l'Histoire, «qui comprend que les atteintes aux droits de la personne ne peuvent continuer dans ce monde en changement constant».

Le colonel Kadhafi avait fait volte-face il y a un an en annonçant qu'il renonçait au terrorisme et abandonnait son programme de production d'armes de destruction massive. Malgré tout, les signes extérieurs de l'ancien régime persistent.

Le premier ministre a souligné que des dossiers particuliers ayant trait aux droits humains avaient



Paul Martin et Mouammar Kadhafi

été abordés, mais qu'ils allaient être traités plus amplement par le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, ainsi que par son secrétaire parlementaire, le député libéral Dan McTeague, au cours d'une rencontre avec le premier ministre libyen, Choukri Mohammed Ghanem.

M. Martin semblait optimiste quant à la réforme du régime libyen, mais a cependant suggéré qu'elle pourrait prendre du temps. «Selon la teneur de nos pourparlers, beaucoup de progrès ont certainement été accomplis et d'autres avancées sont souhaitées dans les semaines, les mois et les années à venir.»

Au cours d'un second entretien, celui-là imprévu, le dirigeant libyen a encensé le Canada, selon M. Martin.

La voie de la relance est tracée à Huntingdon

Éric Clément
HUNTINGDON

Les syndiqués des Usines Huntingdon ont ouvert la voie, hier, à la transformation de leur entreprise textile en coopérative de travailleurs dont ils seraient actionnaires aux côtés d'investisseurs privés.

La création d'un comité de relance, qui va étudier la possible transformation de l'usine en coopérative de travailleurs actionnaires (CTA), a été adoptée à l'unanimité, hier midi à Huntingdon, à l'issue de l'assemblée générale du Syndicat des salariés des Usines Huntingdon (CSD) tenue dans une salle paroissiale très enfumée.

Emploi-Québec va payer un consultant pour voir si la relance est possible, viable et rentable. Ce dossier doit être évoqué ce matin au cours d'une rencontre entre le maire, les députés, les deux paliers de gouvernement et le syndicat, qui veut agir avant que le syndicat de faillite ne vende l'équipement.

«On va demander au syndic Richter de mettre la pédale douce car, s'il liquide, la relance ne sera pas possible», a dit Wayne Wilson, conseiller syndical de la CSD. La CSD connaît bien le syndic Richter puisque c'est lui qui a administré l'usine Cavalier Textile, à Sherbrooke, le temps que la Cour supérieure avale la transaction qui a permis aux travailleurs de cette entreprise de la transformer en coopérative.

Les syndiqués semblent toutefois hésiter à créer une telle coopérative, qui produirait du lycra et du

Nomex, une fibre à l'épreuve du feu. «Les employés sont démotivés et plus ou moins intéressés à retourner dans le textile, a dit André Bouchard, âgé de 46 ans, qui travaillait depuis 26 ans aux Usines Huntingdon. Mais bon, si je trouve ailleurs, tant mieux. Sinon, on verra ce qu'ils offrent.»

Parallèlement, un comité de reclassement a été créé. Les employés ont pu s'inscrire pour obtenir l'aide de leur syndicat afin de trouver un emploi. Le comité les orientera vers une formation professionnelle ou un retour à l'école pour terminer leur secondaire en cours intensifs. Les frais de 750 à 1000 \$ par syndiqué seront supportés par le syndicat.

La CSD va défendre les syndiqués devant la Commission des normes du travail pour leur permettre de récupérer ce que leur employeur leur doit, notamment des heures supplémentaires ou des congés non payés. Jocelyn Lavoie, conseiller syndical de la CSD chargé de la main-d'œuvre, a toutefois prévenu les salariés que, comme l'entreprise se trouve sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, les banques se servent les premières... «Dans 99,9% des cas, vous n'aurez droit à rien», a dit M. Lavoie.

Par ailleurs, l'assemblée est revenue sur le fait que l'assureur des employés a cessé de rembourser les frais médicaux. Le syndicat a dit que l'entreprise avait omis de payer 25 000 \$ (dont la moitié provient de la cotisation des syndiqués) à la Mutuelle SSO en novembre. Par contre, la contribution des employés pour leur assurance collective a été prélevée jusqu'à leur dernier jour de travail, vendredi. (La Presse)

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs de base 2005 en stock suivants: Wave (25L26877A) et Pursuit (2A46977A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. *A la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ de km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. **Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 48 mois sur approbation de crédit de GMAC. ***Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 48 mois sur approbation de crédit de GMAC. ****Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 48 mois sur approbation de crédit de GMAC. Les personnes choisies au hasard pour un prix de 1000 \$ sur la plupart des modèles 2004 et sur une sélection de modèles 2005, ou un crédit d'achat/location d'une valeur de 500 \$ sur la plupart des modèles 2005. Les crédits offerts en prix sont valables durant une période limitée et comme les crédits de base, s'appliquent uniquement aux modèles de base. Les personnes choisies au hasard pour un prix de 1000 \$ sur la plupart des modèles 2004 et sur une sélection de modèles 2005, ou un crédit d'achat/location d'une valeur de 500 \$ sur la plupart des modèles 2005. Les crédits offerts en prix sont répartis ainsi au Québec: 100 crédits de 5 000 \$, dont 20 au Québec, 400 crédits de 3 000 \$, dont 80 au Québec, 5 400 crédits de 2 000 \$, dont 1 080 au Québec. Ces offres sont exclues et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobile. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.

Être à la pointe. Prendre le volant et voir le monde se retourner.
Jouer dans le trafic. Avoir sa Wave. Et en manger...

Goûtez-y

PONTIAC G6

Moteur 3,5 L V6 à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée • Climatiseur • Rétroviseurs, glaces et ouvre-coffre à commandes électriques • Télédéverrouillage • Régulateur de vitesse • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 6 haut-parleurs • Centralisateur informatique de bord • Colonne de direction télescopique, inclinable et réglable • Sacs gonflables avant à déploiement adapté • Roues de 16 po en aluminium • Phares antibrouillard • Phares à halogènes automatique

259 \$/mois* | 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT*

— PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE —

PONTIAC VIBE

Moteur VVT-I, 4 cylindres de 1,8 L de 130 HP • Climatiseur • Rétroviseurs à réglage électrique • Phares antibrouillard • Prise de courant de 115 volts AC dans le tableau de bord • Lecteur CD et 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable à plat • Écran cache-bagages • Longeron de porte-bagages • Volant inclinable • Roues de 16 po • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

239 \$/mois* | 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT*

— PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE —

PONTIAC PURSUIT

Moteur 2,2 L 4 cylindres ECOTEC à DACT de 145 HP • Boîte manuelle Getrag à 5 vitesses avec surmultipliée • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable • Tachymètre • Sacs gonflables à déploiement adapté • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Phares à halogènes automatiques • Roues de 15 po • Sièges baquets avant sport, côté conducteur, réglable en hauteur • Centralisateur informatique de bord • Colonne de direction réglable • Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

À partir de **15 925 \$**** | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT*

— PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE —

GAGNEZ UN DES 150 VÉHICULES

OU JUSQU'À 10 000 \$ DE CRÉDIT

À l'achat ou à la location sur la plupart des modèles 2004 et 2005



Le monde

REVUE DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

www.cyberpresse.ca

Bain de sang en Irak

NAJAF, Irak (AP) -- Les chiïtes dans le collimateur des partisans de la politique du pire en Irak: les villes saintes de Najaf et Kerbala ont été frappées par le terrorisme aveugle, hier, deux attentats à la voiture piégée ayant fait une soixantaine de morts et plus d'une centaine de blessés.

Par ailleurs, trois membres de l'administration électorale ont été froidement abattus rue Haifa en plein Bagdad après avoir été tirés de leur voiture, lors d'une attaque menée en plein jour par une trentaine d'hommes armés.

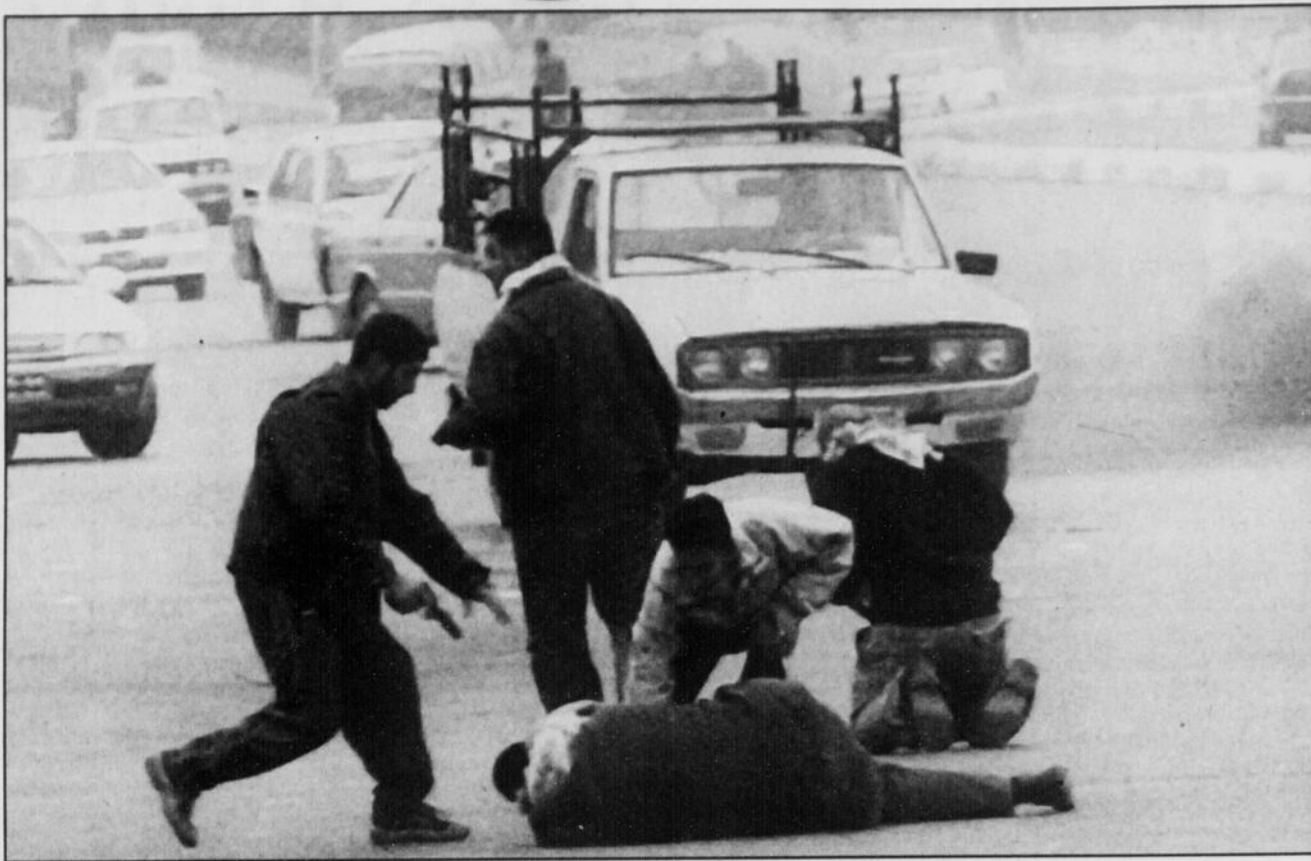
Une cinquantaine de personnes ont été tuées et 69 autres blessées dans l'explosion d'une voiture piégée à Najaf, située à 160 km au sud de Bagdad, alors qu'une heure plus tôt un attentat-suicide frappait Kerbala faisant une dizaine de morts.

Les violences, qui risquent d'aller en s'accroissant plus approchera la date des élections fixée au 30 janvier, vise manifestement à empêcher ou à perturber sérieusement le scrutin. Celui-ci devrait donner la majorité aux formations politiques chiïtes, ce qui explique aussi en partie que cette communauté soit frappée au cœur de ses sanctuaires.

À Najaf, l'attentat s'est produit en début d'après-midi près de la place Maidan, non loin du mausolée de l'imam Ali, l'un des principaux lieux saints de l'islam chiïte, alors qu'une foule nombreuse s'était massée pour assister à une procession funèbre.

«Une voiture piégée a explosé à côté de nous», a expliqué le gouverneur de la province de Najaf, Adnan al-Zouroufi, qui se trouvait à côté du chef de la police de la ville sur la place Maidan à une centaine de mètres du lieu des déflagrations.

Le chef de la police de Najaf, Ghalib al-Jazaari, a déclaré qu'il pensait que le gouverneur et lui-même étaient visés par l'attentat. Il a raconté qu'ils se trouvaient



Un homme armé tire sur un employé de la Commission électorale irakienne et l'abat. L'homme agenouillé, à droite, ainsi qu'un troisième, ont été abattus quelques minutes plus tard.

sur la place Maidan, attendant le passage du cortège funèbre lorsque trois engins ont explosé à une centaine de mètres, à 14h45 heure locale. «Pendant que le gouverneur et moi attendions la procession funèbre, trois explosions ont eu lieu. Nous étions visés».

«Je travaillais dans le café quand j'ai entendu une forte explosion», racontait un adolescent de 15 ans, Khaled Jabar, employé dans un café proche du site de

l'attentat, qui a perdu une jambe dans l'explosion. «J'ai eu l'impression d'être touché par un choc électrique. Et puis j'ai vu ma jambe gauche par terre», a-t-il rapporté sur son lit d'hôpital.

Le bilan est d'au moins 47 morts et 69 blessés.

Une heure plus tôt, une voiture piégée sautait dans la gare routière de Kerbala, l'autre grande ville sainte de l'islam chiïte située à 70 km au nord-ouest de Najaf.

Cet attentat-suicide, non loin d'un autre lieu saint, le mausolée de l'imam Hussein, a fait au moins 13 morts et 33 blessés.

Cinq voitures ont pris feu et dix minibus de transport de passagers ont été détruits. Cette gare est située à environ 200 mètres du mausolée de l'imam Hussein -l'un des grands martyrs du chiïsme-, théâtre d'un attentat-suicide qui avait fait 85 morts et une centaine de blessés le 2 mars.

Saddam invite les Irakiens à s'unir contre les Américains

AMMAN (AP) -- L'ancien président irakien Saddam Hussein, qui a rencontré jeudi un de ses avocats pour la première fois depuis sa capture il y a un an, a invité ses compatriotes à rester unis face à l'occupation américaine, selon ses défenseurs.

L'avocat irakien Khalil al-Douleimi s'est entretenu avec le dictateur déchu sur son lieu de détention en Irak, tenu secret. «Notre représentant en Irak nous a dit que le président a averti le peuple irakien et arabe du système américain destiné à diviser l'Irak et affaiblir la nation arabe», a expliqué Bouchra Khalil, une membre libanaise de l'équipe de défense au cours d'une conférence de presse à Amman.

Me Al-Douleimi, selon l'avocate, s'est rendu en Jordanie ce week-end pour informer l'équipe de sa «très fructueuse rencontre de quatre heures trente» avec Saddam Hussein. Ziad al-Khaawneh, responsable de l'équipe d'avocats, a précisé que l'ex-dictateur était en bonne forme, physique et mentale.

Il est détenu dans une cellule de trois mètres sur cinq, sans «moyen d'informations ou liens avec le monde extérieur». Saddam Hussein ne voit personne à l'exception de ses gardiens ou des délégués du Comité international de la Croix-Rouge qui lui ont rendu visite à quatre reprises depuis sa capture, selon Me Al-Douleimi.

Le pape fustige le matérialisme

CITÉ DU VATICAN (AP) -- Le pape Jean Paul II a mis en garde les chrétiens contre l'emprise du matérialisme durant les fêtes de Noël, et évoquant le symbolisme du sapin, signe de vie éternelle, à l'occasion de son homélie dominicale place Saint-Pierre de Rome.

«Le message de l'arbre de Noël est que la vie reste toujours verte si on fait don, non pas tant de choses matérielles, mais de soi-même: en amitié, et par affection sincère, dans l'aide fraternelle et par le pardon, par le temps partagé et l'écoute réciproque», a déclaré Jean Paul II d'une voix claire et qui paraissait en forme.

Le pape a aussi noté que le symbole le plus significatif de Noël était la crèche.

Khartoum promet la trêve au Darfour

KHARTOUM (AP) -- Le Soudan s'est engagé à arrêter ses opérations militaires au Darfour, a annoncé une porte-parole des Nations unies hier qui a précisé que l'ONU allait demander à la rébellion de respecter la trêve.

«Le gouvernement s'est engagé à stopper les (actuelles) opérations militaires au Darfour et a demandé aux rebelles de faire de même», a déclaré Radhia Achouri, porte-parole de l'ONU, au sortir d'une réunion sur les questions de sécurité entre le gouvernement soudanais, les Nations unies et des diplomates occidentaux.

L'Union africaine, en charge de la surveillance d'une trêve qui tarde à se concrétiser, avaient donné jusqu'à samedi aux belligérants pour mettre un terme aux hostilités.

Les délégués des mouvements rebelles du Darfour ont boycotté les pourparlers de paix d'Abuja au Nigeria cette semaine, en accusant Khartoum d'avoir lancé une nouvelle offensive.

Kagame ne menace plus d'intervenir

KIGALI (AP) -- Il s'agit d'une initiative susceptible d'apaiser les tensions dans l'Afrique des Grands Lacs. Le président rwandais Paul Kagame a annoncé hier que son pays levait sa menace d'attaquer les milices hutues implantées dans l'est du Congo-Kinshasa.

Selon le ministre rwandais des affaires étrangères, Charles Murigande, M. Kagame a pris la décision de ne plus faire peser cette menace après avoir reçu des assurances de «la communauté internationale» que les rebelles seraient désarmés. M. Murigande n'a pas précisé ce qu'il fallait comprendre par «la communauté internationale». Il s'exprimait après une rencontre entre M. Kagame et le commissaire européen au développement, Louis Michel.

Louis Michel, qui est l'ancien chef de la diplomatie belge, pays qui a colonisé le Rwanda, n'a pas commenté directement les propos de M. Kagame mais a noté qu'il avait eu avec lui «des discussions très positives et prometteuses».

À deux reprises en trois semaines le chef de l'État rwandais a menacé d'intervenir militairement au Congo, en se plaignant que l'opération de désarmement entamée depuis cinq mois par les Nations unies n'avait pas permis de neutraliser les milices hutues responsables du génocide de 1994 au Rwanda.

Israël va libérer 170 prisonniers palestiniens

JÉRUSALEM (AP) -- Israël a décidé hier de libérer prochainement 170 prisonniers palestiniens: ce geste présenté officiellement comme un geste d'amitié envers l'Égypte, est aussi un signe d'encouragement pour le dirigeant palestinien intérimaire Mahmoud Abbas, en vue de la reprise future des pourparlers.

Dans le même temps, le premier ministre Ariel Sharon se rapprochait d'un accord avec le parti travailliste pour constituer un gouvernement de coalition et garantir la réalisation de son projet de retrait de la Bande de Gaza. Ayant perdu sa précédente majorité à cause de ce plan, Sharon a besoin du soutien des travaillistes, qui eux y sont favorables.

Un projet d'accord était prêt hier, et les parties étaient en train de l'examiner, selon un responsable du parti. Selon cet accord, ou en tous cas ce que croit en savoir la presse israélienne, les travaillistes auraient obtenu huit portefeuilles ministériels, et un poste de vice-premier ministre pour leur chef, Shimon Pérès. Les médias faisaient état de difficultés de dernière minute, mais disaient s'attendre à la présentation du nouveau gouvernement dans la semaine à la Knesset.

Car les choses s'accéléraient dans ce Proche-Orient de l'après-Arafat, après quatre années d'une sanglante Intifada.

Cette décision de libérer des prisonniers, «geste de bonne volonté» pris par «profonde amitié» envers le président égyptien Hosni Moubarak, selon Ariel Sharon, fait suite à la libération par Le Caire d'Azzam Azzam, Arabe israélien en prison pour espionnage depuis huit ans.



Une Palestinienne déplore la destruction d'un quartier d'où se sont retirées les troupes israéliennes hier, après deux jours de frappes qui ont donné la mort à 11 Palestiniens.

rien Hosni Moubarak, selon Ariel Sharon, fait suite à la libération par Le Caire d'Azzam Azzam, Arabe israélien en prison pour espionnage depuis huit ans.



Augusto Pinochet

Pinochet se remet de sa crise cardiaque

SANTIAGO (AP) -- L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, victime samedi d'une crise cardiaque, se remet hier, mais reste hospitalisé, a annoncé l'hôpital militaire de Santiago.

Dans le même temps, ceux qui cherchent à traduire Pinochet en justice pour les crimes commis sous la dictature estiment qu'il s'agit d'un stratagème pour éviter un procès.

Âgé de 89 ans, Pinochet avait été pris d'un malaise et hospitalisé samedi, les médecins affirmant qu'il a eu une attaque.

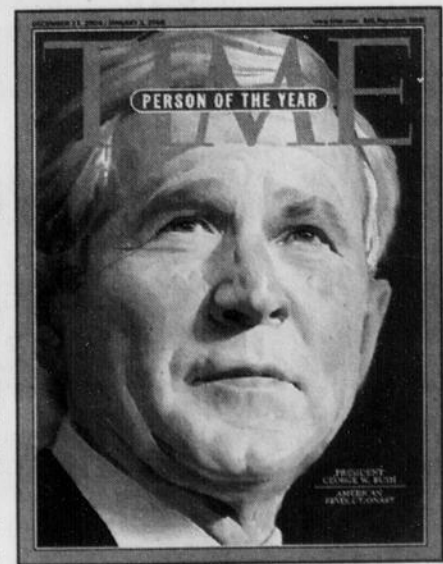
Selon le communiqué de l'hôpital militaire de Santiago publié hier, l'ancien dictateur a «recouvré la conscience et la mobilité», et «n'est plus dans un état critique».

Le directeur de l'hôpital, le docteur Leonel Gomez, a précisé qu'il pourrait peut-être regagner son domicile d'ici un ou deux jours, mais que d'autres examens doivent être pratiqués pour déterminer s'il aura des séquelles physiques et neurologiques.

Aujourd'hui, la Cour d'appel de Santiago doit se prononcer sur son inculpation et son placement en résidence surveillée par le juge Juan Guzman, pour l'enlèvement de neuf opposants et le meurtre de l'un d'entre eux sous la dictature.

Et, pour les avocats représentant les proches des victimes, le nouvel ennui de santé de l'ancien général est «une vieille manoeuvre» pour éviter le procès. «Il souffre des maux normaux d'une personne âgée, mais il n'est pas fou», précise le collectif des avocats des familles.

Ces accusations ont déclenché la fureur du clan Pinochet. «Que le juge Guzman vienne à l'hôpital voir à quel point mon père est mal», a lancé l'un des fils du général, Marco Antonio. Le général à la retraite Luis Cortes ajoutait pour sa part: «j'accuse le juge, totalement et absolument, des nouveaux ennus de santé de mon général».



George W. Bush

«L'homme de l'année 2004»

NEW YORK (AP) -- Pour la deuxième fois de sa carrière, le président américain George W. Bush a été choisi comme «personnalité de l'année 2004» par le magazine «Time», pour avoir gagné sa réélection et «avoir réorganisé les règles de la politique pour qu'elles s'adaptent à son style cow-boy de gouvernement».

Dans les kiosques aujourd'hui, «Time» comprend un interview avec le président dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, un autre entretien avec son père, le premier président Bush, ainsi que le portrait de Karl Rove, son principal conseiller politique.

Bush reste une figure marquante en Amérique et dans le monde, et ne laisse personne indifférent, explique le

rédacteur en chef Jim Kelly. «Beaucoup, beaucoup d'Américains auraient profondément voulu qu'il ne gagne pas. Et pourtant il l'a fait», estime-t-il.

George W. Bush entre ainsi dans le club très fermé des six autres présidents américains ayant été choisis par deux fois comme «personnalité de l'année» par «Time»: Harry Truman, Dwight Eisenhower (la première fois en tant que général), Lyndon Johnson, Richard Nixon, Ronald Reagan et Bill Clinton. Franklin Roosevelt les bat tous, avec trois fois.

George W. Bush avait également été «l'homme de l'année» en 2000, lorsque la Cour suprême des États-Unis l'a déclaré vainqueur d'une présidentielle à rallonge et à suspense.

La principale filiale de Loukos vendue 9,3 milliards \$

MOSCOU (AP) -- Une obscure firme russe s'est offert hier à bas prix l'un des bijoux de l'industrie pétrolière russe, Iouganskneftegaz, principale filiale du géant Loukos, vendue aux enchères par Moscou.

Iouganskneftegaz, qui produit un million de barils par jour, soit 60% de la production du géant pétrolier Loukos, a été adjugée pour 9,3 milliards de dollars à BaikalfinansGroup.

La vente était organisée par les autorités russes dans le but affiché de rembourser une part des 28 milliards de dollars d'arriérés d'impôts réclamés au groupe pétrolier.

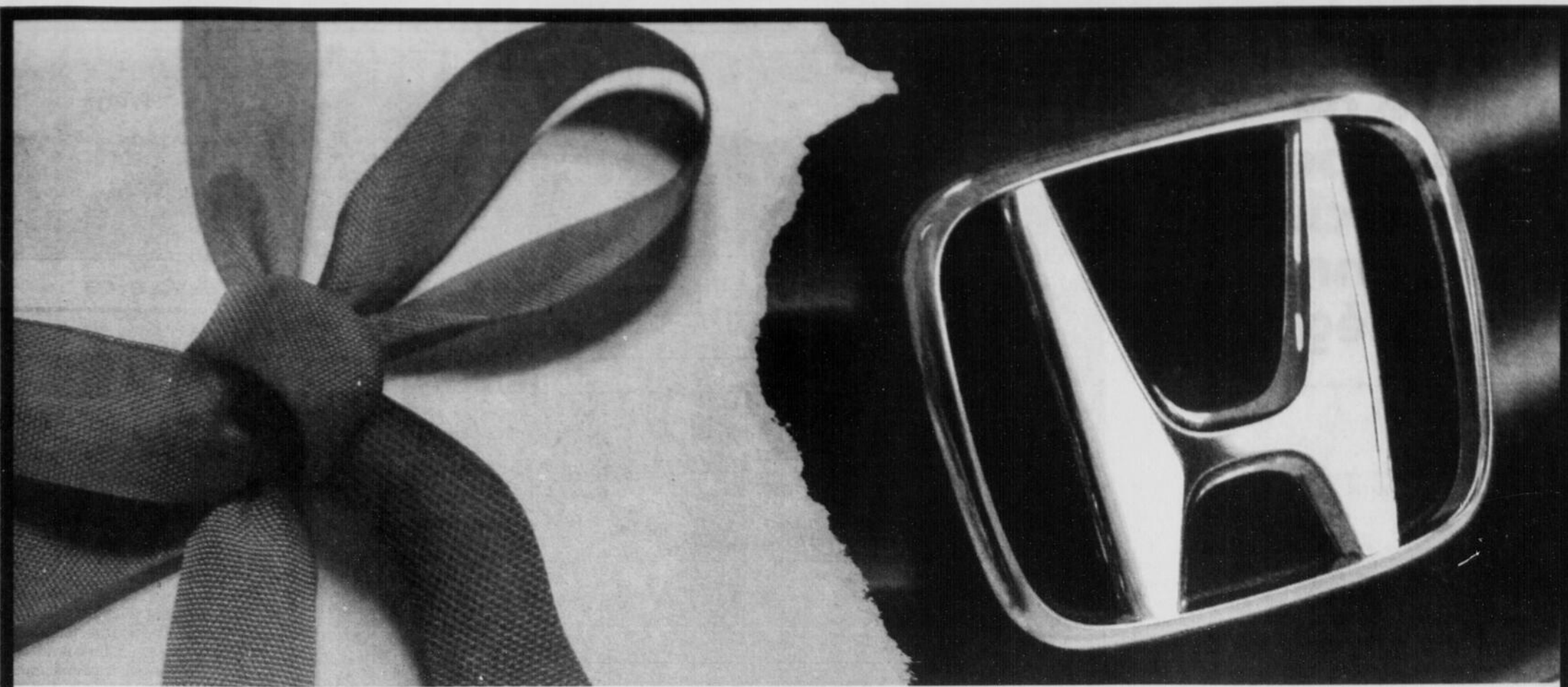
Mais les détracteurs de la politique russe y voyaient surtout un moyen pour Moscou de démanteler l'ancien groupe de Mikhaïl Khodorkovsky, un critique du Kremlin incarcéré pour évasion fiscale, et de faire passer le gros de la production sous le contrôle de l'État.

Chacun s'attendait en effet à voir la vente remportée par le groupe semi-public Gazprom.

Mais les représentants de Gazpromneft, la filiale de Gazprom, n'ont pas renchéri hier quand BaikalfinansGroup a proposé 9,3 milliards de dollars pour Iouganskneftegaz.



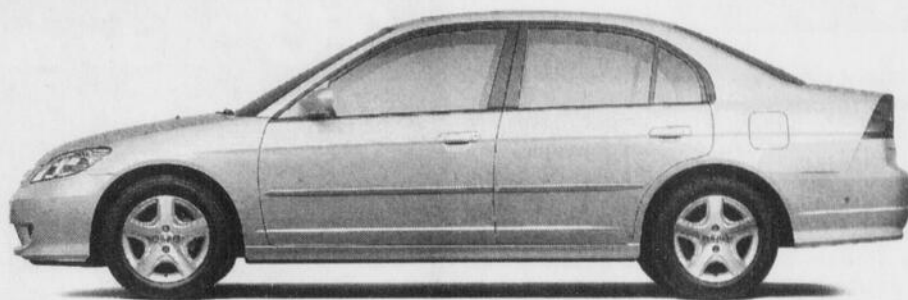
Iouganskneftegaz, qui produit 60% de la production du géant pétrolier Loukos, a été adjugée à 9,3 milliards de dollars à BaikalfinansGroup.



L'événement On s'emballa pour Honda

0\$ > comptant*
> dépôt sécurité*

Honda paie
la première
mensualité*



Berline Civic Si
illustrée



Berline Civic DX 2005

À l'achat

0 versement
avant
90 jours

Taux de financement à partir
de 3,9% jusqu'à 60 mois[†]

En location

198\$*
par mois/60 mois

Incluant 120 000 km
Transport et préparation inclus



**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur le véhicule neuf 2005 mentionné ci-après. Période de location 60 mois pour la berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX). Première mensualité incluse jusqu'à un maximum de 450 \$ plus taxes. Pour le véhicule est identifié : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location. Berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX) : a) 198 \$, b) 0 \$, c) 11 682 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif. †Les offres de financement sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur l'acceptation du crédit. Taux de 3,9% pour le financement à l'achat d'une berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX) en inventaire pour un terme allant jusqu'à 60 mois. D'autres termes de financement sont offerts. Un versement initial et les taxes applicables pourraient être exigés. Première mensualité gratuite en location seulement. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750 \$ sur certains modèles.

Le projet de Société de développement commercial abandonné à Lac-Mégantic



Ronald Martel
ronald.martel@tribune.qc.ca
LAC-MÉGANTIC

Contre toute attente, après la tenue de registre demandant un référendum sur la question, signé par presque le double du nombre de commerçants requis (67 pour 36), la Corporation Rues Principales Lac-Mégantic se voit finalement dans l'obligation de mettre un terme à son projet de créer une Société de développement commercial (SDC), du moins temporairement.

C'est par voie de communiqué que la nouvelle a été annoncée, après des efforts et des démarches qui se sont étalés sur au moins une année et qui avaient suscité pourtant beaucoup d'attentes et d'optimisme parmi les membres du c.a. de l'organisme.



Jacques Cloutier, agent de développement de Rues Principales, à Lac-Mégantic.

En effet, il s'agissait de tenir tête, dans le cas plus spécifique de Lac-Mégantic, à la concurrence de plus en plus féroce de la part des pôles commerciaux très forts que constituent les villes de Saint-Georges-de-Beauce, Sherbrooke et Thetford Mines, de même qu'aux impacts générés par la venue des grandes surfaces sur le territoire de Lac-Mégantic, peut-on lire également dans le communiqué.

Rappelons qu'après le magasin Maxi installé au Carrefour Lac-Mégantic, un magasin Wal-Mart de près de 70 000 pieds carrés est en préparation pour ouverture en janvier 2005, sur un terrain à l'entrée nord de la ville, de même qu'une grande surface de vente de meubles de la chaîne Vaillancourt, dans un local qui était vacant depuis longtemps.

«Nos énergies sont trop précieuses. Nous désirons favoriser les acquis et nous consacrer positivement dans le développement de notre pôle commercial et d'affaires. Toute la communauté a manqué une excellente occasion de s'organiser», indique Jacques Bordeleau, vice-président de la Corporation.

La crainte de dissensions

L'organisme a craint que des dissensions importantes surgissent au sein de la communauté d'affaires méganticoise, si la question était portée en référendum, ce qui représentait aussi des frais inutiles dans le cas où le projet devait être battu.

«Nous déplorons la campagne de désinformation qui a circulé depuis les dernières semaines. Nous avons recueilli des témoignages en ce sens et il est dommage que plusieurs personnes aient adhéré à ce mouvement mené par quelques personnes qui n'ont jamais assisté à nos rencontres publiques, ni même osé demander des informations précises sur ce projet auprès de notre organisme, ou encore auprès de sources compétentes dans ce domaine», a signalé pour sa part Jacques Cloutier, agent de développement de Rues Principales.

Un des principes de base de toute SDC au Québec il en existe plus d'une quarantaine déjà est de permettre à une communauté de se regrouper et d'utiliser le pouvoir ainsi généré afin de rentabiliser ses places d'affaires.

C'est qu'il semble qu'un certain nombre de commerçants de Lac-Mégantic n'ont pas compris, ou qu'ils n'ont pas voulu défrayer un prix qui leur est apparu supplémentaire aux efforts monétaires qu'ils investissent déjà pour s'en sortir commercialement. Et la communauté commerciale de Lac-Mégantic en sort meurtrie, puisque plusieurs de ses membres déplorent l'action subversive de certains acteurs pour en arriver à cet abandon d'un projet prometteur.

Une rencontre pour discuter de la fermeture de 16 lits au Foyer de Richmond



Guy Marchand
guy.marchand@tribune.qc.ca
RICHMOND

La direction du Carrefour de la santé et des services sociaux du Val-Saint-François a accepté de rencontrer la population lors d'une rencontre publique qui aura lieu ce soir à 18 h 30 au Foyer de Richmond.

À cette occasion le directeur-général, Pierre Lalande, et le président du conseil d'administration, Richard Arseneault, seront présents pour répondre aux questions des gens qui ont fait une demande en ce sens plutôt cette semaine lors d'une rencontre régulière du conseil d'administration du CSSS qui se tenait à Windsor.

«Nous ne disposons que d'une quinzaine de minutes pour poser des questions quant aux raisons qui ont poussé le conseil d'administration du CSSS du Val-Saint-François à adopter une décision qui entraînera la fermeture de 16 lits au Foyer et devant le peu de temps qui nous était accordé, nous avons demandé et obtenu qu'une rencontre spéciale puisse porter sur ce dossier qui est très important pour Richmond», a indiqué une des citoyennes présentes à cette assemblée, Cécile Goupil.

Mentionnons que près de 60 personnes de Richmond se sont déplacées cette semaine à Windsor, pour déposer une pétition demandant aux dirigeants du Carrefour de la santé et des services sociaux du Val-Saint-François, de reconsidérer leur décision de fermer une aile de 16 lits au Foyer de Richmond. Cette pétition réunissait plus de 2200 signatures.



La Tribune, Gilles Besmargian

Ambulances Bois-Francs perd son garage

Le bâtiment abritant les bureaux et l'espace réservé aux véhicules d'Ambulances Bois-Francs, au 24 rue Fournier à Victoriaville, a été détruit par un incendie qui s'est déclaré peu de temps avant minuit, vendredi. Rencontré sur place en fin de semaine, un des dirigeants de l'entreprise, propriété de la Coopérative des ambulanciers de la Mauricie, a fait état d'un sinistre vraisemblablement causé par un problème électrique et il a évalué les pertes matérielles à près de 200 000 \$. Heureusement, des salariés de la coop ont pu récupérer la plupart des biens se trouvant à l'intérieur de la bâtisse. À savoir si on allait reconstruire au même endroit une fois celle-ci démolie, il était encore trop tôt pour prendre une telle décision.

la **Baie** encore plus

40% de rabais
tenues de nuit et peignoirs
ToGo[®], Versailles, Claudel, Joe Boxer, Aria, FM, Jones New York et autres

Tous nos magasins sont ouverts de 8h à 21h

50% de rabais
peignoirs et sorties-de-bain
Mantles^{MC}
Ord. 39 \$ à 90 \$. Solde 19,50 \$ à 44,99 \$

jusqu'à 40% de rabais
soutiens-gorge et slips mode JLO

solde 39,99
peignoirs Charter Club pour elle
Ord. 59,99 \$

semaine BALAYAGE d'après Noël... avant Noël jusqu'au vendredi 24 décembre

 30% de rabais soutiens-gorge et slips DIM	 50% de rabais soutiens-gorge et culottes sous boîte Wonderbra et Warners	 35% de rabais choix de lingerie Calvin Klein
 30% de rabais dessous de jour, slips et soutiens-gorge mode	 30% de rabais dessous chauds Elita, Mantles ^{MC} et Cuddle Duds [®]	 30% de rabais dessous minceur Flexees et autres
 2999 peignoirs en coton éponge Choix de modèles Prix de comparaison 59 \$	 1499 dessous de jour Tommy Hilfiger Prix de comparaison 25 \$	 2499 chemises de nuit Jones New York en satin Prix de comparaison 50 \$

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : Liz Claiborne Home, Home Studio, offres spéciales de la direction, articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc » et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une subaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Prenez note que la mention « PRIX CISELÉ » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Les citoyens s'opposent à un centre de tri

Maryse Carbonneau
COATICOOK

Une délégation de citoyens du Rang 9 (rue Desrosiers) a pris d'assaut la salle du conseil de la Ville de Coaticook afin de faire état de leur mécontentement relativement au projet d'aménagement d'un centre de tri à proximité de leur résidence.

Par ce projet, Léon Jacques, propriétaire d'un centre de récupération de ferraille, carcasses et pièces d'automobile, bonifiera ainsi ses activités en y annexant un centre de tri de matériaux de construction.

Recommandée favorablement par le Comité consultatif d'urbanisme, la demande de changement de zonage permettant ce nouvel usage a été entérinée, lundi dernier, par le conseil municipal.

Avec en main une pétition endossée par 38 signataires, le représentant du groupe d'opposants, Luc Bouchard, a déclaré: «Nous ne voulons surtout pas demeurer dans une zone industrielle».

«Les gens du Rang 9 n'ont rien contre Léon et son entreprise, au contraire nous sommes tous et toutes d'accord avec le bien-fondé d'une telle entreprise. Nous voulons tout simplement qu'elle démeuble.»

Citant divers exemples, M. Bouchard a souligné, entre autres, la norme municipale d'aménager ces centres de triage et de récupération dans des zones industrielles, «loin des agglomérations résidentielles afin de préserver la quiétude des populations et aussi d'assurer la sécurité des enfants».

M. Bouchard a aussi fait part des multiples



La Tribune, Maryse Carbonneau

Luc Bouchard s'est adressé au conseil municipal de la Ville de Coaticook quant au projet de centre de tri dans le Rang 9 auquel il s'oppose tout comme le groupe de citoyens qu'il représente.

inquiétudes des citoyens concernés quant à l'émanation d'odeurs, de poussière et de bruit. De même que la menace potentielle de voir le projet se développer au-delà des limites autorisées, ainsi qu'un fonctionnement ininterrompu des activités afin de maximiser le rendement de

la nouvelle entreprise.

Fort nombreuses, les questions soulevées par Luc Bouchard touchaient principalement les risques environnementaux engendrés par les matières acheminées au centre de tri, leur provenance ainsi que la dévaluation anticipée des propriétés.

«Si le parc industriel de la Ville n'est pas prêt à recevoir un centre de triage... nous non plus monsieur le Maire», a conclu M. Bouchard.

«Le conseil est attentif à vos demandes et va réexaminer le dossier, a déclaré le maire de Coaticook, André Langevin. Mais il faudra faire attention à ne pas exagérer la situation.»

Une situation à laquelle Chantal Jacques, représentante du promoteur, n'a pas manqué d'apporter quelques précisions. «Oui on agrandit, mais le bâtiment ne dépassera jamais les 700 mètres carrés autorisés. Quant aux odeurs, j'aimerais souligner que nous visons uniquement la récupération de matériaux de construction et que ces matériaux ne puent pas. Le centre de tri ne sera pas un dépôt, ce n'est pas ce qu'on veut.»

Vincent Tanguay, directeur général de la Ville de Coaticook, a tenu à rappeler à l'assemblée que «les activités de transbordement et de tri de matériaux secs seront autorisées uniquement sur le lot ciblé et que le changement de zonage s'applique exclusivement au terrain de M. Jacques».

Coup de théâtre, René Jubinville, homme d'affaires de la région, a alors proposé d'associer le projet de M. Jacques au projet d'éco-centre prévu au Plan de gestion des matières résiduelles élaboré par la MRC de Coaticook. «Pourquoi ne pas combiner les deux projets et les aménager sur un terrain industriel. Si c'était le cas, je serais prêt à devenir partenaire d'un tel projet.»

Bien que M. Jubinville rencontrera sous peu la MRC de Coaticook à ce sujet, les représentants de cette dernière affirment ne pas être prêts à se lancer dans la construction d'un éco-centre. «Même si le plan de gestion a été adopté en mai dernier, a expliqué Sylvie Harvey, directrice générale, bien des éléments doivent être révisés avant qu'on puisse les mettre en oeuvre.»

En attendant l'adoption du règlement inscrit à l'ordre du jour de la réunion de janvier, le groupe d'opposants a été invité à déposer officiellement sa pétition. Il faudra alors attendre la décision du conseil avant de connaître la suite des événements, soit l'abandon du règlement ou la tenue d'un registre pouvant mener à un référendum.

Entre nous

MRC d'Arthabaska

Changement de loi

VICTORIAVILLE (GB) - Le projet de loi d'intérêt privé numéro 210 soumis à la Commission des finances publiques du Québec, projet ayant pour nom «Loi sur la compagnie de cimetières catholiques des Bois-Francis», devrait être adopté avant Noël pour entrer en vigueur.

Pour résumer ce projet de loi, le cimetière Saint-Joseph de Victoriaville, une personne morale dûment constituée, demande le remplacement de sa loi constitutive par la présente. C'est-à-dire que cette personne morale a été constituée pour permettre aux paroisses Sainte-Victoire, Saint-Gabriel-Lalemant et Sainte-Famille, toutes situées à Victoriaville, d'ériger et de détenir un cimetière à leur usage commun, ainsi qu'à l'usage de toute autre paroisse de la région de la Ville de Victoriaville qui pourrait être admise comme membre de la personne morale.

69,2 M \$ versés aux familles

VICTORIAVILLE (GB) - La vice-première ministre, ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la région Centre-du-Québec, Monique Gagnon-Tremblay, et le député d'Arthabaska, Claude Bachand, se réjouissent du montant de 68,2 millions \$ qui est retourné à plus de 27 300 familles de la région pour l'année 2005. Cela signifie que plus de 17 millions \$ seront versés directement aux familles du territoire, et ce, dans le cadre du premier versement du Soutien aux enfants prévu il y a quelques jours.

«Il s'agit d'une excellente nouvelle pour les familles de la région 17 et pour l'ensemble des familles du Québec. Par la mesure du Soutien aux enfants, nous tenons notre engagement en versant plus d'argent dans les poches des familles. Ce geste prouve une fois de plus que la famille est au coeur des priorités de notre gouvernement», a souligné Mme Gagnon-Tremblay.

Cette dernière rappelle que la mesure du Soutien aux enfants représente un investissement supplémentaire de 550 millions \$ pour un total de 2 milliards \$ destinés aux familles. Elle rappelle aussi que les prochains versements seront effectués en avril, juillet et octobre 2005. Pour les familles qui en ont fait la demande auprès de la Régie des rentes du Québec, il sera possible de recevoir leur montant de façon mensuelle, et ce, à compter du deuxième paiement.

Des projets de formation se réalisent

WARWICK (GB) - Au nom du ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le député de Richmond et Whip en chef du gouvernement, Yvon Vallières, annonce une subvention de 33 729 \$ provenant du Fonds national de formation de la main-d'oeuvre pour la réalisation d'un projet de formation dans la région de Warwick.

«Ce projet, explique M. Vallières, vise à augmenter les compétences de la main-d'oeuvre de notre région et contribuera à améliorer la performance de cette entreprise de Warwick et à faire en sorte de la rendre plus concurrentielle. L'entreprise qui profitera de cet investissement est Les Confections Renate.»

Du côté de Victoriaville, la firme Les Boisés La Fleur profitera de son côté d'un investissement de 99 800 \$ provenant du même fonds.

MRC du Granit

Nouvel exécutif à la Chambre de commerce région de Mégantic

Lac-Mégantic (RM) - Lors de la première réunion régulière du conseil d'administration de la Chambre de commerce région de Mégantic, les membres se sont donnés un nouvel exécutif pour 2004-2005.

Nancy Cameron a été reportée à la présidence pour un deuxième mandat. «J'accepte avec humilité cette marque de confiance des membres du conseil. Depuis 18 mois, beaucoup de choses ont changé à la Chambre de commerce. Il nous reste cependant plusieurs grands défis à relever...», a-t-elle déclaré.

Les autres membres de l'exécutif sont Manon Hallée, première vice-présidente, Steven Poirier, deuxième vice-président, Pierre Latulippe, trésorier, et Jocelyn Fortin, secrétaire. Les administrateurs sont Lucille Bernier, Francis Bouffard, Rock Doucet, Yves Gilbert, Daniel Lessard et Daniel Poulin.

Quatre objectifs importants ont été formulés: l'amélioration des Mardis de la Chambre, la régionalisation des activités en tenant deux événements hors Lac-Mégantic, l'organisation d'un événement pour souligner les réalisations exceptionnelles des gens d'affaires de la région et la valorisation des intérêts des gens d'affaires auprès de l'opinion publique et des instances gouvernementales.

MRC de l'Amiante

La Croix-Rouge surpasse son objectif

THETFORD MINES (NF) - La campagne annuelle de financement de la Croix-Rouge, section Amiante, a permis d'amasser la somme de 24 980 \$ sur un objectif de 22 000 \$. La campagne s'est échelonnée de mai à novembre dernier sous la présidence d'honneur de Yvon Jolicoeur, maire de la Ville de Disraeli.

La principale activité de financement a été menée par 300 bénévoles qui ont sillonné presque toutes les municipalités de la MRC de l'Amiante. Ces efforts ont rapporté 20 000 \$ dont 150 \$ provenant de l'ancienne section de Disraeli. Des barrages routiers à Coleraine et Disraeli sous la responsabilité des pompiers ont amené 3680 \$ dans les coffres. Finalement, une centaine d'entreprises, organismes et commerces ont été contactés par courrier, démarche qui a procuré 1300 \$.

Il va sans dire que le président de la section Amiante, Marcel Aubin, ne cachait pas sa satisfaction devant les résultats obtenus qui permettront la poursuite d'aide aux victimes de sinistres.

LA PROMO BAGAGES 1^{re} CLASSE SE POURSUIT

50 % à 60 %
de rabais

50 % de rabais
jusqu'à
pantoufles pour
toute la famille

Le compte à rebours se poursuit...

5 jours

avant Noël!

50 % de rabais
jusqu'à
bottes pour toute la famille

50 % de rabais
gants Mantles^{MC}
en cuir pour elle
Ord. 50 \$, Solde 24,99 \$

DES AUBAINES À LA PELLETÉE PARTOUT, PARTOUT!

L'authentique magasin de Noël



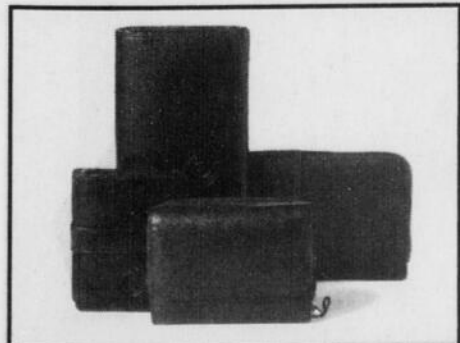
6 articles : 40 % de rabais
3, 4 ou 5 articles : **35 % de rabais**
un ou 2 articles : **30 % de rabais**
collants et chaussettes pour femme



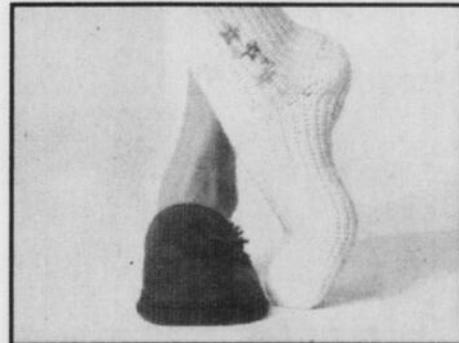
50 % de rabais
pantoufles, chaussons
et chaussettes à motifs festifs
Variété de modèles et de couleurs



40 % de rabais
gants, couvre-chefs, écharpes,
ceintures et accessoires chauds



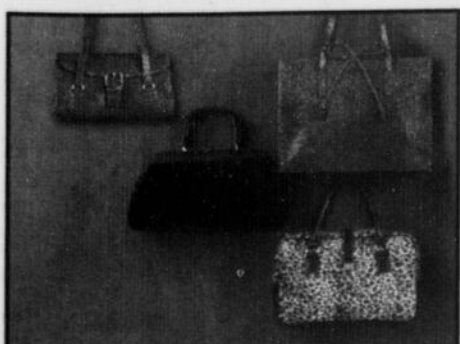
40 % de rabais
portefeuilles pour elle
Exceptions : Fossil, Roots et articles en liquidation.



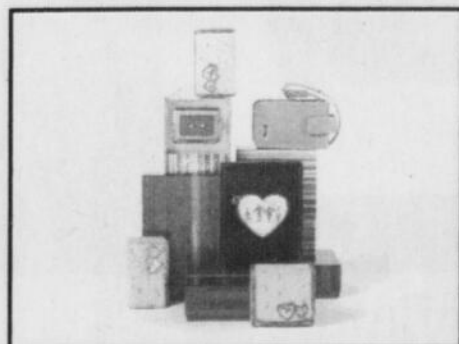
40 % de rabais
pantoufles et chaussons pour elle
Isotoner, Dearfoams, Hue, Isotoner Too,
Mantles^{MC}, ToGo^{MC} et Jockey



50 % de rabais
sélection de chaussures
pour toute la famille



30 % de rabais
sacs à main
Liz Claiborne, Cornell, Derek Alexander,
Roots, Frankie & Johnnie et Bianca Nygård



50 % de rabais
articles-cadeaux en boîte
Fossil, Nine West et Liz Claiborne



50 % de rabais
articles-cadeaux Starcase
préemballés

La **carte-cadeau** aux mille et une possibilités



Un outil pour améliorer la productivité



Jonathan Habashi
jonathan.habashi@tribune.qc.ca
DRUMMONDVILLE

L'Association des manufacturiers d'équipements de transport et de véhicules spéciaux (AMETVS) a dévoilé plus tôt cette semaine les grandes lignes du premier Réseau performance manufacturière (RPM), une formule qui vise à accompagner les manufacturiers de tous les secteurs industriels vers des gains considérables en terme de productivité.

Implanté en collaboration avec Emploi-Québec et le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (MDERR), ce réseau fournira aux travailleurs stratégiques une

formation théorique en groupe d'une durée de 40 heures ainsi qu'un accompagnement personnalisé, également d'une durée de 40 heures. Chaque entreprise aura à réaliser au moins un projet entraînant «des gains importants.»

«Le RPM permettra non seulement aux dirigeants de développer des compétences, mais aussi d'agir comme agent de changement au sein de leur entreprise pour soutenir l'implantation de meilleures pratiques d'affaires», a signalé Lorraine St-Cyr, directrice régionale d'Emploi-Québec au Centre-du-Québec.

Un prijet enrichissant

«Depuis quelques années, on sait que les entreprises d'ici sont confrontées à la compétition asiatique et étrangère. Nous en avons eu un exemple frappant avec l'industrie du textile, qui a connu sa part de difficultés au Centre-du-Québec. Un outil comme le RPM aidera toutefois à

prévenir ce genre d'ennuis», a indiqué le président-directeur général de l'AMETVS, Gilles Gravel.

Huit entreprises centricos participent d'ailleurs au premier RPM, à savoir Canimex, Denim Swift, Matech BTA, Outillage de Précision Drummond, Soucy Plastique, Soucy Rivallair, Posi-Plus Technologies et Fafard et Frères.



Lorraine St-Cyr

Rencontré lors de la première journée de formation, Yvan Dion, directeur des opérations au sein de l'entreprise drummondilloise Matech BTA, jugeait que le projet serait très enrichissant sur tous les plans.

«Nous venons ici pour chercher des outils qui nous permettront d'améliorer notre usine. Mais au-delà des approches techniques qui nous seront enseignées, je crois que l'aspect humain et la communication seront aussi très importants dans cette démarche. Ce qui est plaisant, c'est que tous les entrepreneurs présents ne sont pas seulement issus du secteur du transport ou des équipements spéciaux. Cela va nous permettre de sortir de notre petit monde », a confié M. Dion.

Selon Gilles Gravel, grâce au RPM, chacune de ces entreprises sera mieux outillée afin d'intervenir concrètement dans l'amélioration de sa productivité. Le réseau aidera notamment les entreprises à introduire et à maintenir les meilleures pratiques d'affaires en terme de production à valeur ajoutée (*lean manufacturing*).

«Nous souhaitons que les participants au RPM puissent s'approprier ces pratiques d'affaires afin qu'ils deviennent des ressources de premier plan pour la mobilisation du personnel au sein de leur entreprise et qu'ainsi, ils soient en mesure de gérer la réticence aux changements et l'implantation de meilleurs processus manufacturiers», a conclu M. Gravel.

Les employés de Victoriaville ont fait aussi bien que le privé



Gilles Besmargian
gilles.besmargian@tribune.qc.ca
VICTORIAVILLE

La preuve est faite. La Ville de Victoriaville a démontré, dans la mouvance des partenariats publics privés (PPP) et de la privatisation des services publics, que le secteur public peut parfois être aussi compétitif que l'entreprise privée.

Au cours de l'été, l'expérience avec l'équipe chargée de la tonte de pelouse a réussi à faire aussi bien que le seul soumissionnaire ayant répondu à l'appel d'offres public lancé par la municipalité. Si l'offre se situait à 245 092 \$, les employés municipaux ont réussi à relever le défi considérant que le travail a nécessité une dépense de 247 137 \$.

Ce montant, à 2045 \$ près de la soumission du secteur privé, comprend autant la rémunération des employés réguliers (cinq) que celle du personnel de remplacement et des étudiants (six), le temps supplémentaire, les bénéfices marginaux, les taxes, le carburant pour les tondeuses, etc. etc. «Tout est là», de spécifier avec fierté le directeur général de la ville, Nicolas Théberge.

Avant de savoir si le personnel accep-

taut de relever le défi et d'aller en appel d'offres, la direction générale a confectionné un devis avec les cols bleus normalement affectés à la tonte de gazon et le syndicat. Après une étude, on a constaté que le coût de l'opération ressemblait à celui de l'entreprise privée.

«Avec tous les chiffres en main, de préciser M. Théberge, nos employés ont accepté de s'impliquer. On leur a donné tous les moyens pour faire le job. Ils pouvaient faire du surtemps, embaucher davantage ou moins d'étudiants que l'année précédente, se mettre au travail plus tôt le matin ou finir plus tard, prendre 30 minutes pour dîner, etc. En retour de son côté, la ville demandait au contremaître responsable un compte-rendu des démarches. Sa seule tâche était de vérifier la qualité du travail.»

Le personnel a été informé que si le coût de l'opération dépassait 245 000 \$, soit le prix offert par l'entrepreneur privé, on retournerait en soumission en 2005. Dans le cas contraire, la municipalité s'engageait à diffuser la bonne nouvelle aux citoyens.

On connaît la suite. Faut-il préciser qu'en 2005, ce sont les salariés de la Ville de Victoriaville qui verront une fois de plus à la tonte du gazon sur le territoire.

En ce qui a trait au déneigement maintenant cet hiver, il se fera d'une façon différente que par le passé. L'opération sera une suite logique à ce qui s'est fait au cours de l'été.

Un rattrapage de 3 millions \$ réclamé

Jonathan Habashi
DRUMMONDVILLE

Des centaines d'organisations régionales membres de l'Association québécoise du loisir des personnes handicapées (AQLPH) se regroupent actuellement pour réclamer au gouvernement provincial une somme additionnelle de trois millions de dollars pour l'exercice financier 2005-06.

Le 3 décembre dernier, les responsables de ces organismes régionaux ont en effet profité de la journée internationale des personnes handicapées pour faire parvenir des centaines de lettres d'appui au bureau du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, Jean-Marc Fournier.

Au Centre-du-Québec, l'augmentation sollicitée par les organismes locaux représente un rattrapage de 113 000 \$.

«Nos demandes sont très conservatrices, surtout si on prend en considération qu'il n'y a eu aucune indexation dans notre domaine depuis de nombreuses années, a confié le directeur général du volet centricos de l'AQLPH, André Boivin, lors d'une conférence de presse tenue à Drummondville. Les sommes allouées par le gouvernement pour

soutenir nos organisations sont tout à fait dérisoires. Nos organisations ne peuvent plus répondre adéquatement aux besoins des personnes handicapées, ce qui aura des répercussions sérieuses pour l'ensemble de la santé de la population québécoise.»

Activités de loisirs

Le directeur général de l'organisme a rappelé que comme tout le monde, les personnes handicapées aspirent à accéder à une diversité d'activités de loisir. Cependant, plusieurs d'entre-elles ont besoin d'accompagnement ou de support pour accéder à un service de loisir adapté à leurs besoins spécifiques.

Actuellement, le gouvernement Charest octroie un montant de 2,7 millions \$ pour l'ensemble des trois programmes visant à favoriser le développement du loisir pour les personnes handicapées au Québec. Au Centre-du-Québec, c'est une somme de 108 000 \$ qui est à la disposition des 25 organismes membres de l'AQLPH.

Selon la présidente de l'AQLPH au Centre-du-Québec, Diane Lavigne, il s'agit d'un montant nettement insuffisant, puisque ce sont près de 30 000 personnes, soit 15 pour cent de la po-

pulation de la région 17, qui vivent avec une déficience.

«Depuis quelques années, nous avons fait preuve de créativité en bonifiant l'enveloppe régionale via des campagnes de financement privées. La demande des groupes est toutefois trois fois supérieure au montant disponible, a-t-elle fait valoir.»

Mme Lavigne, qui est elle-même parent d'un enfant handicapé, a soumis l'exemple du programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience (PAQL) afin d'illustrer ses dires. «Actuellement, 43 000 \$ sont disponibles pour ce programme, mais les demandes se chiffrent à plus de 356 000 \$. Nous ne répondons qu'à 12,2 pour cent de ces requêtes », a-t-elle expliqué, précisant du même souffle que le Centre-du-Québec vient au dernier rang quant au pourcentage de satisfaction des besoins des personnes handicapées.

M. Boivin et Mme Lavigne ont invité le ministre Fournier à prendre position rapidement sur le sujet. «Ça fait trop longtemps que nous sommes les enfants pauvres du réseau québécois. Le gouvernement a mis en place de très beaux programmes, sans toutefois penser à les indexer. Il est maintenant temps d'agir», ont-ils prétendu.



Q45 d'Infiniti



QX56 d'Infiniti



G35x TI d'Infiniti



G35 coupé d'Infiniti



FX45 d'Infiniti



FX45 d'Infiniti



Berline G35 d'Infiniti

L'ÉDITION LIMITÉE DES CÉLÉBRATIONS DE FIN D'ANNÉE D'INFINITI

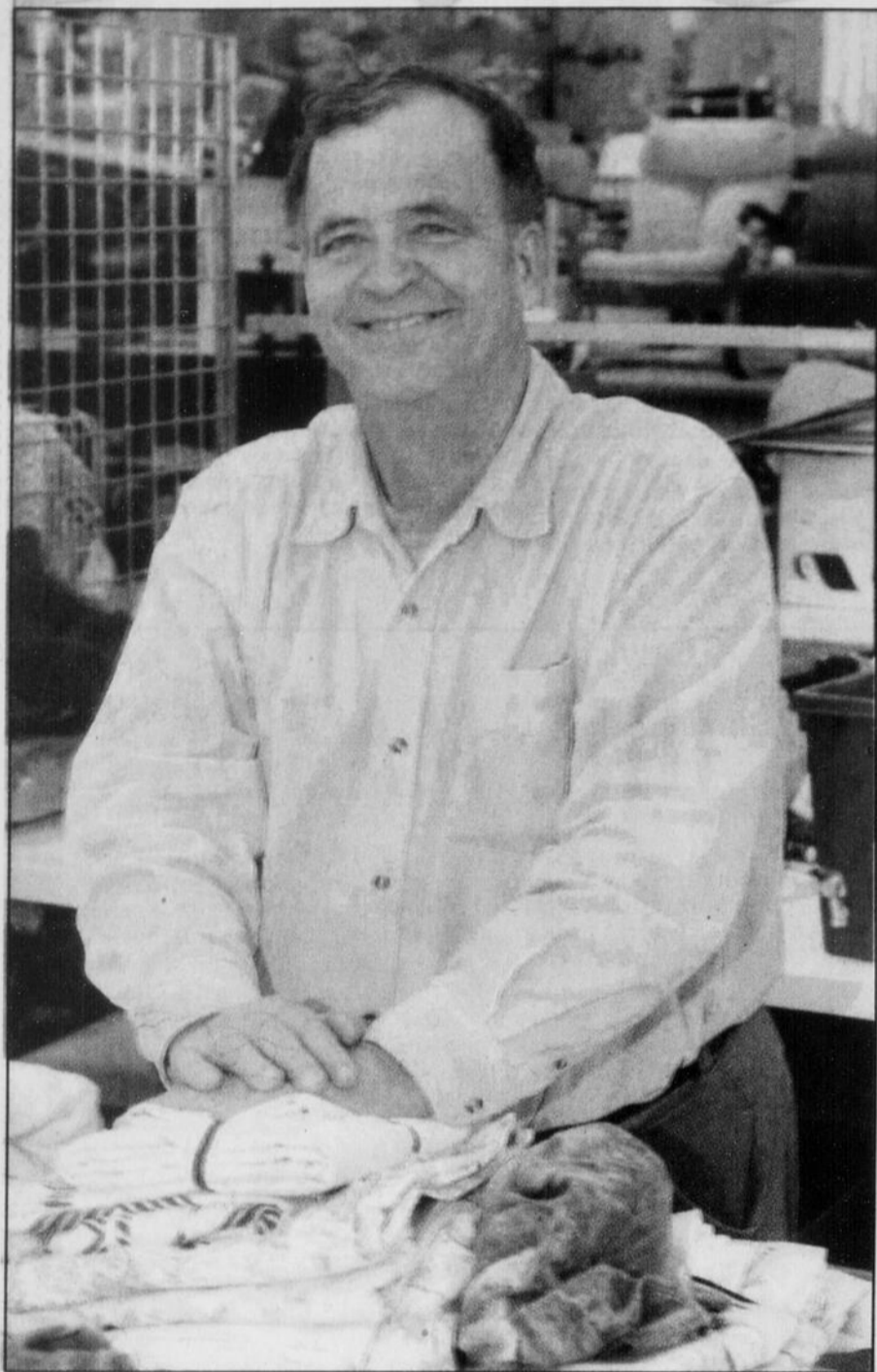
Grâce aux Célébrations de fin d'année d'Infiniti, terminez 2004 en beauté. Retrouvez-vous au volant d'une G35 coupé maintes fois primée, d'une G35x TI ou d'un FX 2004 avec un taux à la location à partir de seulement 2,9%. Ou roulez dans le modèle FX ou G35 2005 de votre choix grâce à un taux à la location, d'une durée limitée, de 4,9%*. Et n'hésitez pas à vous renseigner sur la toute nouvelle M45 d'Infiniti disponible dès le début de 2005. Gâtez-vous durant le temps des fêtes. Rendez-vous chez votre concessionnaire Infiniti aujourd'hui même.



INFINITI.

Sherbrooke Infiniti
Le Groupe Beaucage Parce que vous faites partie de la famille!
4280, Boul. Bourque, Sherbrooke, PQ
Téléphone: 823-8008

*OFFRE DE TAUX DE FINANCEMENT À LA LOCATION D'UNE DURÉE LIMITÉE pour la G35 coupé 2004, la G35x TI 2004, la G35 2004 et la FX45 2004 et OFFRE DE TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT D'UNE DURÉE LIMITÉE pour la berline G35 2004 uniquement auprès des Services financiers Infiniti et pour les termes de 36 mois. Exemple de location d'une G35x TI 2004 (GAXG74 A400) : mensualités de 379,67 \$ pour une location de 36 mois. Sous-lettre à l'approbation de crédit. Comptant de 9 020 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. Aucun dépôt de sécurité. Total des frais de location : 22 938 \$, comprenant les frais de transport et de pré-livraison. (1 250 \$). Taux de location de 2,9%. 72 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDRPM en sus. PDSF de 42 300 \$. Exemple de financement : 30 000 \$, de 2,9% par année, équivaut à 871,11 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 1 359,96 \$ pour une obligation totale de financement de 31 359,96 \$. **OFFRE DE TAUX DE FINANCEMENT À LA LOCATION D'UNE DURÉE LIMITÉE pour la berline G35 2005, la G35 coupé 2005, la G35x TI 2005 et la FX45 2005, uniquement auprès des Services financiers et pour les termes de 36 mois. Exemple de location pour la berline G35 2005 (GATG75 A400) : mensualités de 390,13 \$ pour une location de 36 mois. Sous-lettre à l'approbation de crédit. Comptant de 8 100 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. Aucun dépôt de sécurité. Total des frais de location : 23 411,68 \$, comprenant les frais de transport et de pré-livraison. (1 267 \$). Taux de location de 4,9%. 72 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDRPM en sus. PDSF de 39 900 \$. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus d'information et les autres offres d'une durée limitée. Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles.



Photos: Imacom, Claude Poulin

le mérite ESTRIEN

Vous écrivez l'histoire au quotidien

2004

BÉNÉVOLAT

Normand Groleau Donner sans rien attendre

Artisan de la réorganisation de l'organisme Estrie-Aide, ce Sherbrookoise souhaite aller vers les gens dans le besoin. Sans compter ses heures, il veut leur offrir une véritable chance de se reprendre en main.



René-Charles Quirion

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Comme la semaine passée, la semaine d'avant ou la semaine prochaine, Normand Groleau offrira encore cette semaine à au moins une vingtaine de personnes et de familles dans le besoin, une vraie chance de se sortir d'une situation difficile.

Que ce soit après un sinistre, un coup dur, une faillite, un divorce, le directeur général d'Estrie-Aide considère qu'il doit être là, sans poser de question.

«Je souhaite aider en profondeur. Offrir aux gens dans le besoin tout ce qu'il faut pour repartir, sans poser de questions. Je veux contribuer à ce qu'ils se reprennent en main», explique M. Groleau qui consacre une soixantaine d'heures par semaine à Estrie-Aide.

Les mois de novembre et décembre sont particulièrement occupés à l'organisme établi sur la rue Dépôt. En plus des demandes d'aide qui ne cessent de lui parvenir, l'organisme tient ses principales activités de financement et doit gérer les dons de la population.

Que ce soit avec cette étudiante originaire du Rwanda qui n'avait aucun meuble ou cette femme qui se trouvait à la rue avec ses jeunes enfants, Estrie-Aide tente de rapidement remédier aux situations critiques. Par les dons de meubles, d'appareils électro-ménagers, de vêtements ou de nourriture, l'organisme «aide les gens qui vivent des situations difficiles».

«Tous les jours c'est comme ça. Plusieurs personnes que nous aidons tiennent à offrir leur contribution pour ce que nous leur donnons. Cependant, nous donnons sans rien demander en retour. Notre objectif est de faire en sorte que les situations de crise ne dégénèrent pas. Nous tentons de venir en aide dans les 24 heures aux gens qui sont référés», mentionne Normand Groleau.

Des années de croissance

Lorsqu'il a pris la relève de «Arthur et son oeuvre», il y a une dizaine d'années, Normand Groleau n'aurait jamais pensé que l'organisme connaîtrait cette croissance.

«Ce qui me motive à continuer, c'est le succès que l'organisme rencontre auprès des personnes que nous aidons. Ces hommes, ces femmes et ces enfants qui viennent nous dire merci après avoir repris goût à la vie représentent tout un salaire», poursuit Normand Groleau.

Ce dernier se fait un point d'honneur, presque une mission, d'aller

- Né le 19 juillet 1947 à Sherbrooke.

- A grandi au sein d'une famille de quatre enfants au poste de pompiers de Coaticook où son père était pompier.

- Il est père de deux garçons, Éric et Anic, et grand-père d'une petite-fille, Naila.

- Est impliqué au sein d'Estrie-Aide depuis 1994.

vers les personnes dans le besoin.

«Je souhaite que les gens osent demander. Je vais au-devant des gens. Je ne juge personne et ne veux pas savoir pourquoi ils se retrouvent dans le besoin. Je veux aider les gens à se sortir de leur mauvaise situation. C'est ce qui m'anime, même si je n'avais jamais pensé travailler comme ça», poursuit ce grand bénévole.

En reprenant le flambeau d'Arthur Laforest, puis en créant Estrie-Aide, Normand Groleau n'avait pas prévu travailler autant sur le plan humain en consolant les personnes ou en les aidant à trouver un emploi. Comme il le dit si bien, «il contribue à la régénération des gens comme à celle des biens».

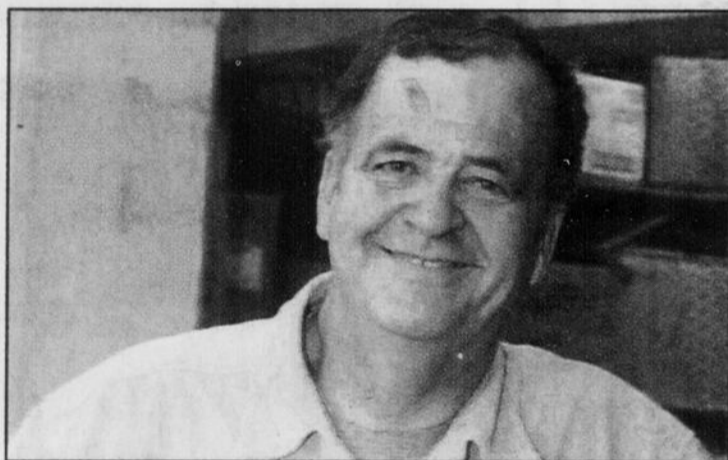
«Redonner le plus possible»

«Je ne veux pas savoir ce que les gens ont fait, hier, pour tomber dans cette situation. Cependant, je souhaite connaître ce qu'ils vont faire pour s'en sortir. Je les aide à ne pas y retourner. Je souhaite contribuer à éviter le cercle vicieux. Je dirais qu'à plus de 60 pour cent, je ne revois pas les gens que nous avons aidés», mentionne Normand Groleau.

Au cours des dix dernières années l'aide a cru de façon exponentielle et les locaux sont passés de 3200 pieds carrés à plus de 24 000 pieds carrés.

«Il faut maintenant éviter de devenir inaccessible. Les gens qui nous contactent veulent parler à quelqu'un. Il faut rester à proximité de notre monde. Nous devons aussi garder les coûts d'opération les plus bas possible, afin de pouvoir redonner le plus possible», mentionne Normand Groleau.

Il considère que le succès d'Estrie-Aide retombe sur toutes les personnes qui ont donné à fil des années.



«Je souhaite aider en profondeur. Offrir aux gens dans le besoin tout ce qu'il faut pour repartir, sans poser de questions.»

«Il devait y avoir un manque à ce niveau. Les gens qui donnent à Estrie-Aide me disent qu'ils nous font des dons, car ils savent que nous allons bien les redistribuer. Nous avons établi plusieurs partenariats partout en région, mais aussi au niveau provincial notamment avec le Chaînon à Montréal», mentionne Normand Groleau.

D'une main de fer dans un gant de velours, Normand Groleau a fait croître Estrie-Aide d'une façon phénoménale au cours des dix dernières années. Sans compter ses heures, il espère pouvoir encore aller vers les gens pour leur donner une «vraie» chance de se sortir de leur situation de crise.



«Il faut maintenant éviter de devenir inaccessible. Les gens qui nous contactent veulent parler à quelqu'un. Il faut rester à proximité de notre monde.»

ROGER LAROCHE S'ENTRETIENT AVEC LA PERSONNALITÉ DU MÉRITE ESTRIEN À ESTRIE EXPRESS DÈS 16 h 00

101.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

NE MANQUEZ PAS L'ENTREVUE DU MÉRITE ESTRIEN AU BULLETIN DE NOUVELLES LE TÉLÉJOURNAL ESTRIEN DE 17 h 57 à 18 h 30

TELUS
ESTRIE

TELUS

SAQ

CLARICA